

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Réservé au GUSI
Exemplaire original de la demande complétée, daté et signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes de résultat prévisionnels de la structure (annexe 1)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles (annexe 2)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis estimatifs (de fournisseurs différents) détaillés des travaux ou investissements classés par type de dépenses (Cf AAC –Vérification du caractère raisonnable des coûts)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grille de sélection du dossier de demande d'aide (annexe 3)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche Indicateurs (annexe 4)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (en format IBAN)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude de faisabilité (réalisée par un prestataire) vérifiant l'opportunité du projet, l'amélioration de la performance de la structure et la viabilité des investissements projetés	pour tout projet concernant le volet 1 et supérieur à 100 000 € HT	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'inscription au répertoire Sirene ou Extrait K-bis	Personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts paraphés, signés et datés	tous sauf les exploitants agricoles en individuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité (ou passeport ou carte de séjour), de l'exploitant ou du représentant légal de la personne morale (pour les GAEC, copies des cartes d'identité de tous les associés) (*)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légale de la CUMA (K-bis par exemple)	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation ou autre preuve mentionnant que vous êtes à jour de vos cotisations au Haut Conseil de la coopération	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la CUMA	Personne morale / CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord bancaire si le bénéficiaire a recours à un emprunt qui a été accordé au moment du dépôt de la demande d'aide	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou récépissé de dépôt de demande de permis de construire (**) ou déclaration de travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire si vous n'êtes pas propriétaire du terrain	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de l'acte de propriété (le vôtre ou celui du propriétaire si vous n'êtes pas propriétaire du terrain)	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'adhésion à un GIEE sur lequel figure également l'objet du GIEE	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'affiliation MSA justifiant du statut de l'exploitant	pour tout projet concernant les investissements productifs (volet 1) hors JA en cours d'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justification du caractère agricole des terres sur lesquelles le projet est implanté : extrait cadastral	Pour tout projet avec des investissements non productifs (volet 3)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récapitulatif des assolements 2023 (téléchargeable sur TELEPAC)	Pour les projets d'achat de matériel de « gestion des surfaces en herbe » ou concernés par une surface minimale en herbe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(*) : dans le cas où le dossier est déposé avec une pièce d'identité non valide la pièce d'identité renouvelée doit être transmise **au plus tard le 30 janvier 2024**. A défaut, le dossier de demande sera classé sans suite et fera l'objet d'un rejet pour non-conformité.

(**) dans le cas où le dossier est déposé avec le récépissé de dépôt, le permis de construire doit être fourni **au plus tard le 30 janvier 2024**. A défaut, le dossier de demande sera déclaré incomplet et la demande considérée comme irrecevable.

L'autorisation de démarrage des travaux ne pourra être délivrée qu'après transmission de l'arrêté de permis de construire au service instructeur.

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) que mon (notre) entreprise n'a pas fait l'objet, à la date de signature de la présente demande d'aide, d'une procédure de récupération d'une aide déclarée illégale ou incompatible par la Commission européenne (principe Deggendorf)

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur:

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,
- ne pas solliciter d'aide pour le simple remplacement d'un matériel à l'identique,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- que les renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et mon(notre) projet et/ou provenant d'un système d'échange de données tel que mentionné à l'article L.113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics, sont exacts et sincères,
- ne pas avoir obtenu d'aide pour ce même projet au titre de l'actuelle programmation 2014-2022 à l'exception des prêts à l'installation,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé les 12 mois qui précèdent la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et de l'environnement
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural (si cet article s'oppose au détenteur),
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- faire intervenir des entreprises qualifiées pour les travaux d'électricité ou la pose de dispositifs de traitement des eaux phytosanitaires ou dispositifs de stockage étanches avant traitement
- informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides, pendant une durée de trois ans à compter de la date du solde du FEADER. Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période d'engagement est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à respecter les obligations de publicité européenne, conformément au règlement d'exécution (UE) n°808/2014 (annexe III- point 2 « responsabilités des bénéficiaires ») modifié le 29/04/2016 : si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est inférieure à 50 000 €, la pose d'un support est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire. Si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est supérieure ou égale à 50 000 € et inférieure à 500 000 € : la pose d'une plaque ou d'une affiche (format A3 minimum), dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER est obligatoire, par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de l'Union européenne dans toute publication concernant le projet aidé (manifestation diverse, article presse, site internet...). Cf. site internet de la Région Grand Est <https://beeurope.grandest.fr/>- Rubrique Ressources,
- avoir effectué et terminé (c'est-à-dire dépenses acquittées) les investissements et travaux nécessaires à la réalisation de mon (notre) projet au plus tard dans les délais fixés par l'appel à candidatures 2023.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- dans le cas où je demande (nous demandons) un financement de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour l'acquisition d'un matériel spécifique de gestion des surfaces en herbe, que la surface en herbe présentée sur mon exploitation au titre du dernier récapitulatif des assolements disponible au moment du dépôt de la dernière demande de paiement doit être supérieure ou égale à celle présentée dans le récapitulatif des assolements 2023.

Pour les CUMA, pour chaque matériel demandé, un adhérent au projet doit vérifier les conditions d'éligibilité et devra respecter la condition de maintien de surface en herbe (Cf. Annexe 5 du présent formulaire)

Un porteur de projet qui n'a pas déposé de déclaration TELEPAC au moment du dépôt de la demande d'aide n'est pas soumis à cette condition (JA/NA en première année d'installation, structures nouvellement créées, etc).

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai (nous devrons) rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;

conformément au règlement communautaire n°1306/2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon (notre) nom (ou ma (notre) raison sociale), ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me(nous) concernant.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné(e), **(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant l'aide) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.**

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise (nous autorisons)
- je n'autorise pas (nous n'autorisons pas) ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis (nous sommes) informés qu'il me (nous) faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Reconquête de la qualité de l'eau
Annexes au formulaire de candidature 2023

**A remplir et à joindre au dossier de candidature
datées et signées***

**(*) attention : tous les blocs signatures même ceux des pages pour
lesquelles vous n'êtes pas concerné(s) doivent être complétés,
datés et signés**

Date limite de dépôt du dossier complet au guichet unique :

Ouverture des dépôts des dossiers complets	1^{er} décembre 2023
Clôture des dépôts des dossiers complets	31 janvier 2024

Annexe 1 Comptes de résultat prévisionnels de la structure

Annexe 2 Récapitulatifs des dépenses prévisionnelles : matérielles et immatérielles

Annexe 3 Grille de sélection du dossier de demande d'aides

Annexe 4 Indicateurs

Annexe 5 Attestation obligatoire liées aux conditions particulières au financement des 3 Agences de l'Eau

Annexe 6 – Liste des agriculteurs engagés dans un projet d'aire de lavage collective avec un financement Région

ANNEXE 1

Ce document vise à démontrer l'accroissement de la valeur ajoutée, l'amélioration de la performance économique et la viabilité financière de l'exploitation après réalisation des investissements.

Pour les agriculteurs au micro BA (bénéficiaire agricole), il convient d'attester sur l'honneur via la coche prévue à cet effet à la page suivante, de dater et signer. Le cas échéant, le guichet unique-service instructeur pourra vous demander des justificatifs complémentaires à cette déclaration.

COMPTES DE RESULTAT PREVISIONNELS DE LA STRUCTURE

POSTES DE L'EXPLOITATION	Dernier exercice clôturé (en €)	Prévisionnel après projet (année n+.....) (en €)
Chiffre d'affaires total (HT)		
(dont projet)		
Production immobilisée		
Production stockée		
Autres produits d'exploitation		
A- TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achat de matières et marchandises		
Variation de stock de matières et marchandises		
Autres achats et charges externes		
(dont sous-traitance)		
(dont crédit-bail – redevances)		
B- TOTAL CONSOMMATION EN PROVENANCE DE TIERS		
C- VALEUR AJOUTEE (A - B)		
Subvention d'exploitation		
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
D- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Dotations aux amortissements		
Autres charges d'exploitation (1)		
Autres produits d'exploitation (1)		
E- RÉSULTAT D'EXPLOITATION		
Produits financiers		
Charges financières		
(dont intérêts et charges assimilés)		
F. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
G. RÉSULTAT DE L'EXERCICE		

Effectif en ETP		
Valeur ajoutée par ETP		
Capacité d'autofinancement (G + amortissements + ou - résultats exceptionnels)		

(1) Les dotations et reprises de provisions ont été considérées comme imprévisibles : elles ne sont donc pas notées dans ce tableau.

Je, soussigné(e),

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____/____/_____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 1 (suite)

CAS PARTICULIER DES BENEFICIAIRES AU MICRO BENEFICE AGRICOLE (MICRO-BA)

- J'atteste sur l'honneur relever du régime micro-bénéfice agricole
- J'atteste sur l'honneur que mon exploitation ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité tant personnelle (surendettement) que collective (redressement, sauvegarde, liquidation) à la date de dépôt de la demande de subvention.

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Date :

Nom et qualité du demandeur

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC) :

ANNEXE 2 – investissements productifs : volet 1

Se référer au point VI. ANNEXES de l'appel à candidatures pour la liste des investissements éligibles

Cadre réservé à l'administration – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Date de réception	_ _ / _ _ / _ _ _ _
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	_ _ / _ _ / _ _ _ _
N° administratif de dossier (Osiris)	Volet 1 _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

DEPENSES PREVISIONNELLES : INVESTISSEMENTS MATERIELS ET IMMATERIELS - VOLET 1

Nature de l'investissement VOLET 1	Montant prévisionnel HT en €	Nom du fournisseur à l'origine du devis retenu	RESERVE AU SERVICE INSTRUCTEUR
Ex : bineuse 12 rangs	15 000 €	Durand	
DEPENSES MATERIELLES			
SOUS TOTAL DES DEPENSES MATERIELLES	€		
DEPENSES IMMATERIELLES			
SOUS TOTAL DES DEPENSES IMMATERIELLES	€		
TOTAL DEPENSES	€		

Si pour un matériel, le devis retenu n'est pas le devis le moins cher, justifier ce choix :

Je, soussigné(e), (représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 2 – investissements non productifs : volet 3

Se référer au point VI. ANNEXE de l'appel à candidature pour la liste des investissements éligibles

Cadre réservé à l'administration – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Date de réception	_ _ / _ _ / _ _ _ _
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	_ _ / _ _ / _ _ _ _
N° administratif de dossier (Osiris)	Volet 3 _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

DEPENSES PREVISIONNELLES : INVESTISSEMENTS MATERIELS ET IMMATERIELS - VOLET 3

Nature de l'investissement VOLET 3	Montant prévisionnel HT en €	Nom du fournisseur à l'origine du devis retenu	RESERVE AU SERVICE INSTRUCTEUR
Ex : aménagement zone tampon	3 000 €	Durand	
DEPENSES MATERIELLES			
SOUS TOTAL DES DEPENSES MATERIELLES	€		
DEPENSES IMMATERIELLES			
SOUS TOTAL DES DEPENSES IMMATERIELLES	€		
FRAIS GÉNÉRAUX			
SOUS TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	€		
TOTAL DEPENSES	€		

Si pour un matériel, le devis retenu n'est pas le devis le moins cher, justifier ce choix :

Je, soussigné(e), (représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant l'aide)
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.
 Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 3 – Grille de sélection (volet 1)

GRILLE DE SELECTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE-LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS – VOLET 1 -

4.1.2 : Acquisition d'équipements spécifiques afin de préserver les ressources en eau et répondre aux exigences environnementales					
Cotation globale du dossier de demande d'aide					/20
NOM :		Numéro de dossier :			
Installation-préservation et/ou création d'emploi					/4
	Avant le projet d'investissement	Après le projet d'investissement (d'ici 2 ans)	Création d'emploi (oui/non)		
Nombre total d'associés exploitants					
dont nouvel installé (moins de 5 ans)					
Nombre de salariés (permanents, saisonniers, emploi partagé)					
Nombre d'apprentis					
TOTAL emplois					/4
Démarches collectives déjà en vigueur ou liées au projet					/4
Appartenance à un groupe de développement: GDA; GEDA, CETA, GIEE, CIVAM.					/2
Organisation collective du travail : CUMA, groupement d'employeurs, emploi partagé, aire de lavage remplissage en commun.					/2
Engagement dans une démarche de diffusion de pratiques (ferme de référence, ferme en réseau)					/2
Impact économique de l'aide					/2
EBE (dernier connu)					
Montant total de l'investissement					
Ratio EBE/montant total de l'investissement					
Impact environnemental direct et indirect du projet					/10
Suppression de traitements chimiques					/10
Certification Bio ou projet de conversion (en vigueur ou liée au projet)					/10
Certification HVE ou démarche de certification (en vigueur ou liée au projet)					/5
Réduction des doses appliquées ou amélioration de la qualité d'application des produits					/8
Maintien ou augmentation des surfaces en herbe, luzerne ou chanvre					/3
Présence de parcelles de l'exploitation dans l'aire d'alimentation de captage					/10
Matériel permettant une économie d'eau au-delà de 10%					/2

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/_____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

NB : des pièces justificatives pourront vous être demandées ultérieurement par le service instructeur au cours de l'instruction de votre demande d'aide

ANNEXE 3 – Grille de sélection (volet 2)

GRILLE DE SELECTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE-LES INFRASTRUCTURES COLLECTIVES – VOLET 2 -

4.3.2 : Infrastructures pour la mise en place de techniques préservant les ressources en eau					
Cotation globale du dossier de demande d'aide					/20
NOM :			Numéro de dossier :		
L'emploi					/5
	Avant le projet d'investissement	Après le projet d'investissement (d'ici 2 ans)	Création d'emploi (oui/non)		
Nombre total d'associés exploitants					
dont nouvel installé (moins de 5 ans)					/2
Nombre de salariés (permanents, saisonniers, emploi partagé)					
Nombre d'apprentis					
TOTAL emplois					/4
Impact environnemental direct et indirect sur la ressource en eau					/15
Présence de parcelles de l'exploitation dans l'aire d'alimentation de captage					/10
Certification Bio ou projet de conversion (en vigueur ou liée au projet)					/5
Certification HVE ou démarche de certification (en vigueur ou liée au projet)					/3
Projet collectif					/5
Engagement dans une démarche de diffusion de pratiques ayant un impact direct ou indirect sur la ressource en eau (ferme de référence, ferme en réseau), exemplarité de la démarche					/4

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

NB : des pièces justificatives pourront vous être demandées ultérieurement par le service instructeur au cours de l'instruction de votre demande d'aide

ANNEXE 3 – Grille de sélection (volet 3)

GRILLE DE SELECTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE-LES INVESTISSEMENTS NON-PRODUCTIFS – VOLET 3 -

4.4.1 : Acquisition d'équipements non productifs pour la mise en place de techniques préservant les ressources en eau		
Cotation globale du dossier de demande d'aide		/20
NOM :	Numéro de dossier :	
Installation ou transmission d'emploi		/5
Projet d'installation d'un candidat et/ou de transmission d'une exploitation en lien avec l'investissement		/5
Impact environnemental direct et indirect sur la ressource en eau		/15
Présence de parcelles de l'exploitation dans l'aire d'alimentation de captage		/10
Certification Bio ou projet de conversion (en vigueur ou liée au projet)		/7
Certification HVE ou démarche de certification (en vigueur ou liée au projet)		/3
Projet collectif		/7
Engagement dans une démarche de diffusion de pratiques ayant un impact direct ou indirect sur la ressource en eau (ferme de référence, ferme en réseau), exemplarité de la démarche		/4

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

NB : des pièces justificatives pourront vous être demandées ultérieurement par le service instructeur au cours de l'instruction de votre demande d'aide

ANNEXE 4 – Indicateurs (volet 1)

INVESTISSEMENTS PHYSIQUES EN EXPLOITATION AGRICOLE - CHA 040102 – VOLET 1

1. Par ses caractéristiques, ce projet :

- intervient indirectement en faveur de la ressource en eau (DP4B) ? oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture (DP5A) ? oui : non :
- et se réalise en Champagne-Ardenne exclusivement ? oui : non :
sinon pourcentage hors Champagne-Ardenne : |__|__|,|__|__|%
- permet la création (vraie) de |__| emploi(s) ?, dont |__| occupé(s) par une(des) femmes ?;

Orientation technico-économique de l'exploitation - Filière :

- Grandes cultures Horticulture Vignes
- Autres cultures pérennes Lait Autres herbivores (bétail de pâturage)
- Granivores Mixtes (cultures + élevage)

Secteur d'activité agricole (si l'exploitation agricole du demandeur est concernée) :

- apiculture vitiviniculture fruits et légumes

2. Caractéristiques de l'exploitation :

SAU : |__|__|__|,|__|__|ha

Nombre d'UGB : UGB

- l'exploitation comporte au moins une personne installée depuis moins de 5 ans oui avec DJA oui sans DJA non :
- l'exploitation agricole est adhérente à un GIEE oui : non :
- l'exploitation est reconnue en AB : totalement partiellement ou en cours de conversion : totalement partiellement
- le projet concerne une démarche qualité (hors AB et HVE) oui : non :
- si le projet concerne une démarche SIQO, nature du SIQO (hors bio) : AOP/AOC IGP label rouge : autre :
- si projet avec démarche MV (hors HVE), nature de la Mention Valorisante :
- l'exploitation est engagée dans une démarche de certification environnementale : oui de niveau 2 ou 3 non :
- l'exploitation met en œuvre une MAEC Système oui en cours de contractualisation ou oui engagée non :
si oui, laquelle (code selon IT 2015-1070) :
- si projet concerne une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement ?
- situation RSD/ICPE (si concernée) :

Je, soussigné(e),

l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le _____ / _____ / _____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 4 – Indicateurs (volet 2)

SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES POUR LA PROTECTION DE LA QUALITE DE L'EAU - CHA 040302 (VOLET 2)

Par ses caractéristiques, ce projet :

- intervient indirectement en faveur de la qualité de l'eau (DP4B) ? : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture (DP5A) ? oui : non :
- permet la création (vraie) de |__| emploi(s) ?, dont |__| occupé(s) par une(des) femmes ?;
- se réalise en Champagne-Ardenne exclusivement ? oui : non :
sinon pourcentage de la part de réalisation hors périmètre champardennais : |__|_|_|,|__|_|_|%

Secteur d'activité agricole (si l'exploitation agricole du demandeur est concernée) :

apiculture

vitiviniculture

fruits et légumes

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 4 – Indicateurs (volet 3)

INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS - CHA 040401 (VOLET 3)

1. Par ses caractéristiques, ce projet :

- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture (DP5A) ? oui : non :
- intervient indirectement en faveur de la réduction des gaz à effet de serre (DP5D) ? oui : non :
- permet la création (vraie) de |__| emploi(s) ?, dont |__| occupé(s) par une(des) femmes ?;
- se réalise en Champagne-Ardenne exclusivement ?, sinon pourcentage de la part de réalisation hors périmètre champardennais :
|_|_|,|_|_|%
- se réalise en zone forestière ? oui : non :
- se réalise en zone agricole ? oui : non :

Secteur d'activité agricole (si l'exploitation agricole du demandeur est concernée) :

- apiculture vitiviniculture fruits et légumes

Orientation technico-économique de l'exploitation - Filière :

- Grandes cultures Horticulture Vignes
 Autres cultures pérennes Lait Autres herbivores (bétail de pâturage)
 Granivores Mixtes (cultures + élevage)

2. Caractéristiques de l'exploitation :

SAU : |_|_|_|,|_|_| ha

Nombre d'UGB : UGB

- l'exploitation agricole est adhérente à un GIEE oui : non :
- l'exploitation est reconnue en AB : totalement partiellement ou en cours de conversion : totalement partiellement
- L'exploitation est engagée dans une démarche de certification environnementale : oui de niveau 2 ou 3 non :
- Les surfaces concernées ont-elles été aidées par le FEADER précédemment ? oui : non :

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 5 – Conditions particulières au financement des Agences de l'Eau

Lorsque cela est précisé dans l'appel à candidature, pour certains investissements financés par les Agences de l'Eau, des conditions d'éligibilité particulières vis-à-vis des surfaces en herbe ou des conditions de zonage lié à une Aire d'alimentation de captage peuvent être demandées à l'exploitant. Le détail des matériels appelant ces conditions est listé dans l'appel à candidatures « Reconquête de la qualité de l'eau » 2023.

NB : si le matériel souhaité n'est pas en lien avec l'obligation de détention et/ou maintien de l'herbe, seules les colonnes (a) et (b) sont à compléter.

COMMUNE & code postal du bénéficiaire (a)	Localisation de l'aire d'alimentation (ou du périmètre de protection réglementaire) du captage d'eau potable avec DUP (Nom de l'Aire de Captage du SDAGE)/Localisation dans la vallée alluviale de la Meuse (commune) (b)	N° d'ilot (c)	Surface concernée (*) (d)	Dans le cas d'une CUMA (**) (e)		
				Matériel sollicité	Nom de l'adhérent	N° PACAGE

(*) surface en herbe sur la base du récapitulatif des assolements 2023 (se reporter à l'appel à candidatures).

(**) si financement par l'AERM, pour les CUMA, ce tableau doit être complété sur la base d'une exploitation témoin membre de la CUMA et participant à l'opération. **La CUMA veillera à avoir autant d'exploitations témoins que de matériels 'herbe' sollicités, c'est-à-dire un adhérent témoin par matériel.**

Je, soussigné(e),

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
 Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

